



RGPD : Règlementation de la Protection des Données

Mission liberté

Préambule

La personne concernée par un traitement de données doit recevoir une **information** délivrée : de façon concise, transparente, compréhensible et aisément accessible, en des termes clairs et simples.

Qui sommes-nous ?

« Mission liberté », créé par Catherine BONNIN est investie dans les réseaux de l'Approche restaurative. Elle fait partie du collectif Restaurer le Lien « restaurerlelien.fr, qui compte 50 participants.

Elle est aussi membre fondatrice de l'association DIALOG. En effet DIALOG promeut la Justice Restaurative et les Approches Restaurative. Catherine fait partie de l'observatoire des pratiques de DIALOG.

Elle aide à la sécurisation du parcours des facilitateurs et dans la faisabilité et la mise en œuvre de leurs projets.

Elle accompagne également les facilitateurs à travers les intervisions, les ajustements des auto-évaluations, les webinaires intermédiaires de remise en route sur la posture et assure un suivi lors des interventions jusqu'à ce que la personne acquière son autonomie.

Elle est en recherche de différents outils pour promouvoir les Approches Restauratives afin que chaque facilitateur puisse en bénéficier et se développer professionnellement. Elle fait partie du réseau « Médiateurs Contact ».

De façon générale, elles mènent une stratégie de développement nationale concertée afin de servir équitablement l'ensemble du territoire.

Quel est l'objet de notre Politique de protection des données à caractère personnel ?

« Mission liberté » est susceptible de collecter et de traiter des données à caractère personnel vous concernant dans le cadre des prestations de formations et/ou de services dont vous bénéficiez auprès d'elle, notamment lorsque vous accédez au site restaurerlelien.fr ou au site missionliberte.fr

La présente Politique de protection des données a ainsi pour objet de vous informer de **la manière dont « Mission liberté » recueille, utilise et protège vos données à caractère personnel.**

« Mission Liberté » s'engage à respecter et à appliquer la réglementation en vigueur en France (*Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée*) et dans l'Union Européenne (*Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, dit « RGPD »*) en matière de protection des données à caractère personnel.

Elle est susceptible d'être complétée par les mentions spécifiques portées à votre connaissance à l'occasion de votre participation ou de votre souscription à un ou plusieurs des services proposés par Mission liberté (par exemple, lorsque vous candidatez à une formation, que vous demandez une aide à la formation, etc.).

Cette Politique est librement accessible depuis l'URL <https://restaurerlelien.fr/rgpd/> en version consultable et imprimable.

Elle peut être modifiée ou mise à jour, unilatéralement, à tout moment. Nous vous prions de la lire attentivement et vous invitons à la consulter régulièrement.

« Mission liberté » a désigné un **Délégué à la protection des données** qui peut être contacté par courrier postal à l'adresse mentionnée ci-dessus ou par mail à l'adresse suivante : catherine.bonnin.ml@gmail.com

Le traitement de vos données personnelles

Le traitement de vos données personnelles par « Mission liberté » est justifié :

- **Dans un cadre précontractuel**, à votre demande notamment pour :
 - Vous accompagnez dans la continuité de votre projet professionnel,
 - Identifier les prestations utiles à votre projet professionnel ou au développement de vos compétences professionnelles.
 - Identifier les financements mobilisables en fonction de votre situation personnelle notamment les dispositifs d'accès à la formation.
- **Dans un cadre contractuel** notamment pour :
 - Mettre en œuvre une action de formation et/ou un accompagnement,
 - Évaluer vos connaissances, vos acquis, vos compétences et votre savoir-faire dans le cadre de la formation « Approche Restaurative » et à l'issue de cette formation,
 - Mesurer votre satisfaction à l'issue de la formation dont vous avez bénéficié,
 - Suivre la poursuite de votre projet professionnel, notamment par le biais d'intervision et de formation continue.

Le traitement de vos données personnelles peut également être imposé par des **dispositions légales ou réglementaires**, telles que :

- L'obligation de transmettre des données vous concernant aux organismes de protection sociale afin qu'ils déterminent vos droits sociaux,

- L'obligation de transmettre tout document afférent aux prestations dont vous avez bénéficié dans le cadre du contrôle des financements mobilisés lors d'une formation.

Le traitement de vos données personnelles peut être nécessaire pour permettre à « Mission liberté » d'établir des bilans qualitatifs et quantitatifs afin d'améliorer son offre de service, dans la mesure où « Mission liberté » ne porte pas atteinte à vos intérêts, libertés et droits fondamentaux.

Un traitement de vos données personnelles peut avoir lieu lorsque vous avez donné votre consentement pour une ou plusieurs finalités spécifiques, notamment pour permettre à « Mission liberté » de communiquer avec vous sur les services et/ou formations qui pourraient vous intéresser.

Pour chaque information communiquée, « Mission liberté » traite les **informations de premier niveau** et les informations sensibles.

- Les données que nous traitons sont nécessaires à la gestion de votre demande. Données d'identification, exemples : nom, prénom, date de naissance, adresse, numéro de téléphone, email, etc.
- **Informations de deuxième niveau si vous êtes bénéficiaire d'une action de formation**
- En cas de financement externe ou demande de participation financière : informations d'ordre économique et financier.
- Exemples : coordonnées bancaires, aides financières de l'Etat, revenus, etc.

Traitement des données sensibles

Certaines données sensibles, notamment votre NIR ou numéro de Sécurité Sociale et éventuellement des données relatives à un handicap établi par un statut, peuvent être traitées en lien avec votre projet, son financement, l'appréciation de votre aptitude à suivre une formation et la conception de votre parcours (notamment pour en définir les modalités).

Les données sensibles concernant les personnes sous-main de justice peuvent être traitées pour les besoins de la relation avec l'administration pénitentiaire et les services d'insertion et de probation ainsi que pour la gestion de la sécurité dans les établissements.

Des missions de service public visant des publics « spécifiques » ou des financements particuliers, notamment **les fonds européens**, peuvent justifier le traitement de données sensibles ou perçues comme sensibles. Mission liberté procède à la collecte et au traitement de ces données selon les règles déterminées par les administrations, collectivités et autres prescripteurs concernés.

« Mission liberté » met en œuvre des mesures physiques, techniques et organisationnelles adaptées aux événements redoutés et risques associés qui visent à garantir la sécurité de vos données personnelles. Ces mesures tendent à empêcher la destruction, la perte, l'intrusion ou l'accès non autorisé à ces données, de manière accidentelle ou malveillante.

Ces mesures reposent sur :

- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et des services nécessaires à la réalisation du traitement, et notamment :
- La sécurité des locaux techniques, sécurité des ressources informatiques,
- La gestion de l'authentification et des habilitations,
- La sécurité des postes de travail,
- La sécurité des réseaux et des serveurs,
- La sécurité des échanges,
- La sécurité des sauvegardes.
- Seules les personnes habilitées ont accès aux données dont elles ont besoin ;
- « Mission liberté » conserve les données personnelles pendant toute la durée nécessaire au suivi du bénéficiaire.

Quels sont vos droits ?

Vous disposez de différents droits, que vous pouvez exercer à tout moment. Vous pouvez ainsi :

- Accéder à vos données personnelles (**droit d'accès**),
- Demander la correction, la mise à jour ou la modification des données vous concernant qui ne sont plus exactes ou complètes (**droit de rectification**),
- Demander la limitation ou la suppression de vos données personnelles, notamment si vous croyez que leur traitement n'est pas justifié ou n'est pas légal ou dans les autres cas prévus par la loi (**droit de limitation et de suppression**),
- Retirer votre consentement au traitement de vos données personnelles, dans le cas où vous avez donné un tel consentement (**droit de retrait du consentement**),
- Vous opposez à la continuation d'un traitement (**droit d'opposition**),
- Demander la portabilité de vos données personnelles à savoir, la restitution de vos données personnelles sous un format électronique aux fins de les utiliser vous-même ou de les transmettre à un autre organisme, dans les cas permis par la loi (**droit à la portabilité**),
- Définir des directives relatives au sort de vos données personnelles après votre décès (*conformément à l'art. 40-1 de la Loi Informatique et Libertés*).